

Votre identité : _____

NOTE : _____/30

*L'épreuve comporte deux parties et a une durée maximale de 2h30. Aucun document n'est autorisé.
The examination is divided in two parts and last for 2h30. No extra document is authorised.*

PART 1- COMMENTING _____ /20

Dans une argumentation structurée faisant appel à vos connaissances personnelles et au cours magistral, vous ferez un commentaire de civilisation de l'un des deux textes proposés, sans dissocier le fond de la forme. Le texte choisi, quel que soit sa langue, devra être commenté soit en français, soit en anglais.

Do structure your argumentation, making good use of your personal and academic (lectures) knowledge to comment on only one of the two texts under scrutiny. Do not separate the form and the content and choose English or French as your sole language of examination.

Barème / Grading Grid:

Introduction: _____ /4

Body: _____ /9

Conclusion: _____ /3

Language: _____ /4

Bonus anglais :

- Un bonus de 0.5 point est attribué pour le choix du texte en anglais.
- Un autre bonus est accordé au travail rédigé totalement en anglais. En fonction de la qualité de la langue anglaise, ce bonus va de 0.5 à 2 points.

English Bonus:

- 0.5 bonus point is awarded if the English text is chosen.
- Additional bonus points ranging from 0.5 to 2 points, depending on the mastery of English, awarded to a commentary written totally in English.

TEXTE 1:

Le blé, denrée incontournable des stratégies de puissance alimentaire

Par Ophélie Petiot¹ et Jérémie Denieulle²

Magazine *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, édité par Areion Group³, juillet 2023

Matière première primordiale pour la sécurité alimentaire mondiale, le blé est une ressource mal répartie sur la planète. Son marché se caractérise par la présence d'un petit nombre de pays producteurs (dont une partie seulement est capable d'exporter) et de nombreux consommateurs, qui voient une partie substantielle de leur sécurité alimentaire reposer sur les importations. À ce titre, le blé, objet de convoitises et de tensions, est central dans les stratégies de puissance alimentaire.

Les liens entre alimentation et puissance sont nombreux, notamment dans le domaine militaire. L'alimentation peut être l'une des motivations derrière une guerre (le militaire pour l'alimentaire), un moyen d'affaiblir l'adversaire (le militaire par l'alimentaire) ou l'élément central de l'organisation logistique permettant le ravitaillement des troupes (l'alimentaire pour le militaire). Si ces trois dimensions ont plutôt trait à ce que l'on appelle communément le pouvoir de coercition, l'alimentation peut également être au cœur du pouvoir de séduction, d'attraction que peut exercer un État. Le blé tout particulièrement, qui occupe 17 % des terres cultivées de la planète tout en étant l'aliment de base de plus d'un tiers de la population mondiale, a conservé une place centrale dans les stratégies de puissance.

« La politique de puissance, arrimée à l'alimentation, participe aussi d'une *capacité à peser* ou d'une *capacité à ne pas dépendre* ». Le blé illustre parfaitement cette double dimension : puisqu'il nécessite des conditions pédoclimatiques [conditions climatiques du sol] précises, sa répartition sur la planète est profondément inégale. Seul un petit nombre de pays peuvent se targuer d'exporter leurs surplus, tandis que des régions entières sont en proie à une dépendance chronique, comme c'est le cas de l'Afrique du Nord. Étant donné l'importance que le blé revêt pour la sécurité alimentaire de certains pays, il est logiquement l'objet de convoitises et de tensions. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'opération « Barbarossa » (1941), qui voit l'Allemagne nazie entreprendre l'invasion de l'URSS, est par exemple en partie motivée par l'acquisition des *tchernozioms*. Ces terres noires, extrêmement fertiles et abondantes autour de la mer Noire, accueillent la culture de blé depuis plusieurs siècles et sont aujourd'hui l'un des principaux greniers du monde.

À l'échelle du siècle passé, la Russie est un autre exemple représentatif du lien qui existe entre le blé, l'alimentation, l'agriculture et la volonté de puissance. À la suite de la révolution bolchévique de 1917, enfermée dans un modèle fondé sur la planification collectiviste et dans des politiques d'industrialisation,

¹ Ophélie Petiot est doctorante en géographie économique à l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

² Jérémie Denieulle est doctorant à l'Université Reims Champagne-Ardenne et à Sigma Conseil, et auteur de *Géopolitique de Cuba* (Éd. L'Harmattan, 2021)

³ Areion Group : premier groupe de presse français spécialisé dans les questions internationales et stratégiques.

l'Union soviétique n'a jamais pu débloquer son plein potentiel agricole, notamment pour la production de blé. Cela a représenté une faiblesse certaine et a limité le pays dans sa volonté de puissance. Durant la guerre froide, un des outils phares de la politique d'endiguement pratiquée par les États-Unis est la distribution d'aide alimentaire dans des pays stratégiques pivots, notamment l'Égypte. Cette aide alimentaire passait principalement par des envois massifs de blé avec un triple objectif :

- trouver un débouché à l'immense production américaine ;
- permettre l'ouverture de nouveaux marchés pour le blé, et ce même dans des régions où cette céréale n'est pas ou peu consommée historiquement ;
- augmenter l'influence étatsunienne dans un monde alors coupé en deux.

À partir de 1973, l'URSS est même forcée d'acheter du blé étatsunien pour se nourrir. Les États-Unis tenteront d'utiliser cette dépendance et leur *food power* à des fins géostratégiques à plusieurs reprises, et notamment en réponse à l'invasion de l'Afghanistan par les Russes (1979).

En 2015, la Russie est devenue le premier exportateur de blé mondial, dépassant les États-Unis. Vladimir Poutine, au pouvoir depuis 1999, a amorcé un redressement de l'agriculture du pays, qui est redevenue une priorité stratégique nationale et un outil central de la puissance russe. Chaque année, c'est près de 50 % de la production (86 millions de tonnes en 2020) qui est exportée. Moscou a utilisé cette force d'exportation pour soutenir des alliés politiques, tels que Bachar el-Assad en Syrie ; et a fait de son blé un outil majeur pour son influence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, région extrêmement déficitaire et fragile sur le plan alimentaire.

La capacité à nourrir des États-Unis durant la seconde partie du XXe siècle peut également se lire à travers un exemple moins conflictuel mais tout aussi révélateur d'un lien de puissance, celui du Nigéria. Ce pays subsaharien, le plus peuplé d'Afrique, est depuis les années 1970 pris dans un engrenage dangereux que les Nigériens nomment le *wheat trap*. Alors que ce pays n'a jamais consommé de blé de son histoire, il s'est mis à en importer massivement depuis les États-Unis dans les années 1970 et 1980. L'urbanisation rapide du pays, les politiques d'industrialisation, le boom pétrolier de 1973 et l'abandon progressif de l'agriculture nigériane par les pouvoirs publics sont en cause. Lorsque les prix mondiaux du blé augmentent au début des années 1980 et que celui du pétrole baisse dangereusement, le pays tente de bannir l'importation de blé en 1987. La tentative ne dure pas : sous l'influence combinée de la diplomatie étatsunienne, de l'industrie minière locale et des institutions internationales (GATT, Banque mondiale, FMI), le Nigéria abandonne son *wheat ban* dès 1991. Aujourd'hui, le pays est parmi les plus grands importateurs mondiaux et affiche un déficit en blé proche des 100 %.

Si le blé a représenté, pour des États exportateurs, un moyen de peser dans les affaires internationales, le corollaire est qu'il incarne pour les États importateurs un facteur de dépendance à ces puissances exportatrices. Plus de 80 % de la production mondiale est effectuée par seulement dix pays (par ordre

d'importance, il s'agit de l'Union européenne à 27 États, de la Chine, de l'Inde, de la Russie, des États-Unis, du Canada, de l'Ukraine, du Pakistan, de l'Australie et de la Turquie). La consommation de blé, elle, est bien plus dispersée. Les dix plus grands importateurs de blé (l'Indonésie, l'Égypte, la Turquie, l'Algérie, l'Italie, la Chine, le Brésil, les Philippines, le Bangladesh et le Japon, entre 2017 et 2021) ne représentent que 31 % des importations mondiales. En Afrique du Nord, le blé représente à lui seul plus d'un tiers des apports caloriques journaliers. Alors que la région ne produit que 40 % du blé qu'elle consomme, c'est dire l'importance stratégique de maintenir ces approvisionnements. Dans le contexte de marchés mondiaux en proie à d'importants risques (géopolitiques, logistiques, sanitaires, énergétiques, etc.) et de nouveaux défis (changements climatiques), maintenir la provision du blé est une gageure.

D'autant que les marchés mondiaux sont contrôlés presque exclusivement par quelques acteurs privés. Les « ABCD »—pour Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus—font transiter environ 90 % de la production de blé dans le monde. Ces firmes transnationales discrètes sont ainsi dotées d'une puissance considérable, alors même que la tension sur les approvisionnements risque encore d'augmenter. Entre 1970 et 2010, la production de blé mondiale a doublé pour suivre la croissance de la demande (310 Mt à 646 Mt) tandis que trois fois plus de blé a été mis à disposition des marchés (de 57,6 Mt à 177 Mt).

Depuis le début des années 2000, les crises successives qui ont heurté les marchés alimentaires mondiaux mettent en évidence la fragilité de ces pays dépendants. Le Printemps arabe (2011) l'illustre bien. Si les causes de ces révoltes et révolutions sont nombreuses et diverses, l'explosion des prix alimentaires, notamment sur le blé, a participé à rendre la situation plus explosive. En Égypte, premier importateur mondial de blé, les revendications sociales et politiques se sont ainsi mêlées au besoin vital des Égyptiens d'obtenir du pain ; d'où le fameux slogan, scandé sur la place Tahrir au Caire, « pain, liberté et justice sociale ». De nombreux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, dont l'Égypte ou l'Algérie, administrent par ailleurs publiquement l'importation de blé à l'aide d'offices publics. Ce fait unique au monde, puisque les marchés du blé sont majoritairement le fait d'entreprises privées, symbolise le rôle stratégique critique de cette céréale dans cette région du monde. Lorsque le pain vient à manquer, c'est la stabilité sociale et politique de toute cette région qui est mise en danger.

Les marchés mondiaux ont encore été mis à l'épreuve, depuis 2022, par les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces deux pays font partie des principaux exportateurs mondiaux de céréales et des pays comme l'Égypte dépendent très fortement de leur blé pour se nourrir. Dans le cadre de ce conflit, Vladimir Poutine a également cherché à utiliser le blé comme une arme de guerre, illustrant avec force le lien entre cette céréale et sa volonté de puissance.

TEXT 2:

Paris climate change agreement: the world's greatest diplomatic success

December 2015. By Fiona Harvey⁴, *The Guardian*

In the final meeting of the Paris talks on climate change on Saturday night, the debating chamber was full and the atmosphere tense. Ministers from 196 countries sat behind their country nameplates, aides flocking them, with observers packed into the overflowing hall. John Kerry, the US secretary of state, talked animatedly with his officials, while China's foreign minister Xie Zhenhua wore a troubled look. They had been waiting in this hall for nearly two hours. The French hosts had trooped in to take their seats on the stage, ready to applaud on schedule at 5.30pm – but it was now after 7pm, and the platform was deserted.

After two weeks of fraught negotiations, was something going badly wrong? Then at 7.16pm, the French foreign minister, Laurent Fabius, returned abruptly to the stage, flanked by high-ranking UN officials. The last-minute compromises had been resolved, he said. And suddenly they were all on their feet. Fabius brought down the green-topped gavel, a symbol of UN talks, and announced that a Paris agreement had been signed. The delegates were clapping, cheering and whistling wildly, embracing and weeping. Even the normally reserved economist Lord Stern was whooping. Outside the hall, a “Mexican wave” of standing ovations rippled across the conference centre as news reached participants gathered around screens outside for the translation into their own language. The 50,000 people who attended the summit had been waiting for this moment, through marathon negotiating sessions and sleepless nights. The contrast with the last global attempt to resolve climate change, at Copenhagen in 2009, which collapsed into chaos and recriminations, could not have been greater. In a city recently hit by terrorist attacks that left 130 dead and scores more critically injured, collective will had prevailed.

Paris produced an agreement hailed as “historic, durable and ambitious”. Developed and developing countries alike are required to limit their emissions to relatively safe levels, of 2°C with an aspiration of 1.5°C, with regular reviews to ensure these commitments can be increased in line with scientific advice. Finance will be provided to poor nations to help them cut emissions and cope with the effects of extreme weather. Countries affected by climate-related disasters will gain urgent aid. Like any international compromise, it is not perfect: the caps on emissions are still too loose, likely to lead to warming of 2.7 to 3C above pre-industrial levels, breaching the 2°C threshold that scientists say is the limit of safety, beyond which the effects – droughts, floods, heatwaves and sea level rises – are likely to become catastrophic and irreversible. Poor countries are also concerned that the money provided to them will not be nearly enough to protect them. Not all of the agreement is legally binding, so future governments of the signatory countries

⁴ Fiona Harvey is an environment editor at the Guardian

could yet renege on their commitments. These flaws may shadow the future of climate change action, but on Saturday night they took second place. As the news spread through the world, the reaction from civil society groups, governments and businesses, was overwhelmingly positive.

Kumi Naidoo, executive director of Greenpeace International, summed up the mood: “It sometimes seems that the countries of the UN can unite on nothing, but nearly 200 countries have come together and agreed a deal. Today, the human race has joined in a common cause. The Paris agreement is only one step on a long road and there are parts of it that frustrate, that disappoint me, but it is progress. The deal alone won’t dig us out of the hole that we’re in, but it makes the sides less steep.

Even as delegates celebrated at the conference’s end, there was a palpable sense of relief from the exhausted French hosts. At many points in this fortnight of marathon negotiating sessions, it looked as if a deal might be beyond reach. That it ended in success was a tribute in part to their diligence and efficiency and the efforts of the UN. “France has brought openness and experience in diplomacy, and mutual respect to these talks,” said Stern, one of the world’s leading climate economists. “They have taken great care to make everyone listened to, that they were consulted. There was a great sense of openness, of professional diplomacy, and skill.” Saturday night was the culmination not only of a fortnight of talks, but of more than 23 years of international attempts under the UN to forge collective action on this global problem. Since 1992, all of the world’s governments had been pledging to take measures that would avoid dangerous warming. Those efforts were marked by discord and failure, the refusal of the biggest emitters to take part, ineffective agreements and ignored treaties.

For these reasons, the Paris talks were widely seen as make-or-break for the UN process. If they failed, collective global efforts would be at an end and the world would be left without a just and robust means of tackling climate change. The threat was catastrophic and the stakes could scarcely be higher. Without urgent action, warming was predicted to reach unprecedented levels, of as much as 5°C above current temperatures – a level that would see large swathes of the globe rendered virtually uninhabitable. What is more, infrastructure built today – coal-fired power plants, transport networks, buildings – that entail high carbon emissions will still be operating decades into the future, giving the world a narrow window in which to change the direction of our economies. “This was the last chance,” said Miguel Arias Canete, Europe’s climate chief. “And we took it.” The terrorist attacks on Paris raised questions about whether the talks would go ahead at all but François Hollande, the French president, insisted that they must and, in a show of unity, more than 150 heads of state landed in the French capital for the opening day. Barack Obama hailed the conference as “an act of defiance” in the face of terrorism. [...]

For the diplomats involved, the efforts were exhausting. It is easy to forget what an extraordinary event these UN talks were. The UNFCCC is one of the last remaining forums in the world where every country, however small, is represented on the same basis and has equal say with the biggest economies. Most modern

diplomacy carries on in small, self-selected groups dominated by richer countries – the G7, the G20, the OECD, Opec – but all 196 states have a seat and a say at the UNFCCC. Agreement can only be accepted by consensus. If this makes for an unwieldy and frustrating process, it is also a fair one. The poorest countries of the world, so often left out of international consideration, are those which have done least to create climate change, but will suffer the most from it. Only at the UN are they heard.

PARTIE 2- QUESTIONS DE COURS /20 : 2 = _____/10

Vous répondrez aux questions suivantes le plus précisément possible, avec des phrases complètes et une attention particulière à l'orthographe.

There is an English version of this part of the examination paper and only one of the two versions (French or English) is to be dealt with, respecting the same conditions (full sentences with as less mistakes as possible).

French Version:

1. Quelle est la toute première organisation internationale non gouvernementale à entrer en activité et quand fut-elle créée ? /1
2. D'après la Banque mondiale, quels sont les principaux types d'ONG et quelles en sont les objectifs respectifs ? /2
3. Présentez les différents modes de financement des ONG (au moins quatre sources différentes de financement). Quelle(s) conclusion(s) personnelle(s) en tirez-vous ? /3
4. Les quotes-parts représentent une composante essentielle des ressources financières des institutions intergouvernementales dont le FMI. Chaque pays membre de l'institution se voit attribuer une quote-part en fonction de sa position relative dans l'économie mondiale. Que détermine la quote-part pour un pays membre du FMI ? /3
5. Qu'est-ce que le droit d'ingérence ? Donnez-en deux exemples dans l'histoire ou l'actualité en expliquant en quoi chacun des exemples constitue la manifestation du droit d'ingérence. /3
6. Qu'est-ce que le système westphalien ? /1.5
7. En vous référant aux dates suivantes : 1951, 1957 et 1992, quelles furent respectivement les trois principales organisations internationales caractéristiques de l'intégration supranationale en Europe de l'Ouest ? /1.5
8. Dans le cadre du droit international de l'environnement, expliquer puis discuter « le principe des responsabilités communes mais différenciées. » /5

English Version:

1. What's the name of the very first International Non-Governmental Organisation to be active and when was it created? /1
2. According to the World Bank, what are the main types of NGOs and what are their respective objectives? /2
3. How are NGOs funded (at least four different sources of funding). What personal lessons do you draw from this situation? /3
4. Shares represent an essential component pertaining to the financial resources of Inter-Governmental Organisations including the IMF. Each member state is awarded a share according to its ranking in the world economy. What does a share determine for a country member of the IMF? /3
5. What is humanitarian intervention? Relying on history and/or current news, give two examples explaining to what extent each of them is typical of humanitarian intervention. /3
6. What is the Westphalian state system? /1.5
7. Considering the following dates: 1951, 1957 et 1992, what were, respectively, the main International Organisations typical of supranational integration in Western Europe? /1.5
8. In international environmental law, explain and discuss the principle of “common but differentiated responsibilities” /5